



HAL
open science

Ordres et désordres dans les villes argentines, l'exemple de Alto Comedero, San Salvador de Jujuy

Jean-Marc Fournier

► **To cite this version:**

Jean-Marc Fournier. Ordres et désordres dans les villes argentines, l'exemple de Alto Comedero, San Salvador de Jujuy. *Annales de géographie*, 2002, 624, pp.179-197. halshs-00840510

HAL Id: halshs-00840510

<https://shs.hal.science/halshs-00840510>

Submitted on 2 Jul 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ordres et désordres dans les villes argentines, l'exemple de Alto Comedero, San Salvador de Jujuy / Orders and Disorders in Argentina's Cities, the Example of Alto Comedero, San Salvador de Jujuy

In: *Annales de Géographie*. 2002, t. 111, n°624. pp. 179-197.

Résumé

Cet article cherche à tester les notions d'ordre et de désordre pour mieux comprendre les rapports de pouvoir dans la construction des périphéries des villes argentines. Il s'agit de saisir les liens entre, d'une part, ordre et désordre spatial, et d'autre part, ordre et désordre social. À partir de l'exemple de Alto Comedero, ville de 60000 habitants construite ex-nihilo en une dizaine d'années et située dans la périphérie de San Salvador de Jujuy (Nord-Ouest argentin), on observe que l'espace urbain est le reflet d'ordres divers: l'ordre colonial, l'ordre militaire, l'ordre religieux, l'ordre répressif, l'ordre festif, l'ordre économique informel, etc. Ces ordres évoluent par l'introduction de désordres multiples: juridiques, politiques, urbanistiques, sociaux, etc. Les acteurs qui interviennent dans la reproduction des logiques ségrégatives apparaissent alors clairement; l'ordre social de l'élite maintient son pouvoir de domination sur l'espace géographique et, de cette manière, sur les groupes sociaux défavorisés relégués en périphérie.

Abstract

This paper seeks to evaluate the relevance of the notions of order and disorder in the understanding of the power relationships underlying the development of Argentina's suburbs (urban peripheries). It focuses on the links between spatial order and disorder, on one hand, and social order and disorder, on the other. By looking into the example of Alto Comedo - a city of 60 000 built from scratch in less than ten years and located in the suburbs of San Salvador de Jujuy, in the North-west of the country - we observed that the urban space reflects several types of orders: colonial, military, religious, informal economic, repressive, festive, etc. All of them are affected by a set of disorders: legal, political, urban, social, etc. The actors involved in the reproduction of spatial segregation are thus clearly identified. The social order imposed by the upper classes perpetuates its domination upon the geographical space of the cities, and thereby on the disadvantaged social groups, which are rejected to the suburbs.

Citer ce document / Cite this document :

Fournier Jean-marc. Ordres et désordres dans les villes argentines, l'exemple de Alto Comedero, San Salvador de Jujuy / Orders and Disorders in Argentina's Cities, the Example of Alto Comedero, San Salvador de Jujuy. In: *Annales de Géographie*. 2002, t. 111, n°624. pp. 179-197.

doi : 10.3406/geo.2002.1664

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2002_num_111_624_1664

Ordres et désordres dans les villes argentines, l'exemple de Alto Comedero, San Salvador de Jujuy

Orders and disorders in argentina's cities, the example of Alto Comedero, San Salvador de Jujuy

Jean-Marc Fournier

Université de Caen - CRESO UMR 6590 ESCO

Résumé

Cet article cherche à tester les notions d'ordre et de désordre pour mieux comprendre les rapports de pouvoir dans la construction des périphéries des villes argentines. Il s'agit de saisir les liens entre, d'une part, ordre et désordre spatial, et d'autre part, ordre et désordre social. À partir de l'exemple de Alto Comedero, ville de 60 000 habitants construite ex-nihilo en une dizaine d'années et située dans la périphérie de San Salvador de Jujuy (Nord-Ouest argentin), on observe que l'espace urbain est le reflet d'ordres divers : l'ordre colonial, l'ordre militaire, l'ordre religieux, l'ordre répressif, l'ordre festif, l'ordre économique informel, etc. Ces ordres évoluent par l'introduction de désordres multiples : juridiques, politiques, urbanistiques, sociaux, etc. Les acteurs qui interviennent dans la reproduction des logiques ségrégatives apparaissent alors clairement ; l'ordre social de l'élite maintient son pouvoir de domination sur l'espace géographique et, de cette manière, sur les groupes sociaux défavorisés relégués en périphérie.

Abstract

This paper seeks to evaluate the relevance of the notions of order and disorder in the understanding of the power relationships underlying the development of Argentina's suburbs (urban peripheries). It focuses on the links between spatial order and disorder, on one hand, and social order and disorder, on the other. By looking into the example of Alto Comedo – a city of 60 000 built from scratch in less than ten years and located in the suburbs of San Salvador de JUJUY, in the North-west of the country - we observed that the urban space reflects several types of orders: colonial, military, religious, informal economic, repressive, festive, etc. All of them are affected by a set of disorders: legal, political, urban, social, etc. The actors involved in the reproduction of spatial segregation are thus clearly identified. The social order imposed by the upper classes perpetuates its domination upon the geographical space of the cities, and thereby on the disadvantaged social groups, which are rejected to the suburbs.

Mots-clés ordre, désordre, Argentine, ville, social, pouvoir

Key-words order, disorder, Argentina, city, social, power

L'objectif de cet article est de considérer les notions d'ordre et de désordre pour saisir quelques aspects des espaces urbains périphériques en Argentine. On estime que l'ordre et le désordre sont deux éléments dialectiques, plus complémentaires que contradictoires, et formant des mécanismes permettant de comprendre l'évolution des sociétés et de leurs espaces géographiques¹. Plus précisément, l'objectif est de mettre en évidence les liens entre, d'une part, ordre et désordre social, et d'autre part, ordre et désordre spatial. Comment l'ordre social produit-il un ordre spatial? Comment le désordre spatial, apparent, révèle-t-il des ajustements sociaux en cours? L'ordre social n'est ici pas un ordre statique, une structure figée mais il est un cadre dont le contenu est renouvelé en permanence par l'intégration des forces qui y introduisent le désordre². Les notions d'ordre et de désordre permettent ainsi de comprendre les moments des changements et les lieux qui leurs correspondent. On peut en effet admettre que l'ordre du monde est toujours à reconstituer, les conversions du désordre en ordre sont permanentes et multiples, toute société s'y trouve confrontée³. Certains désordres sont rapidement assimilés à l'ordre par les modifications des règles, des cadres législatifs; d'autres sont en attente d'intégration, le temps que la société les accepte et les assimile; d'autres désordres enfin sont rejetés et restent à la marge car estimés trop divergents, voire subversifs⁴. On peut donc dire que ordre et désordre sont deux notions indissociables. De plus, on trouve toujours de l'ordre derrière le foisonnement apparent des phénomènes géographiques; mais ce n'est pas toujours un ordre simple et univoque, d'autant qu'il incorpore en général des mémoires d'ordres antérieurs⁵. Au total, il ne s'agit donc pas de mener ici une analyse manichéenne opposant par exemple l'ordre des centres urbains aux périphéries dites désordonnées. Il ne s'agit pas non plus d'adopter un point de vue de la théorie du chaos ou de ses applications en géographie, même si le chaos peut être défini comme du désordre apparent, où il est difficile de déceler les ordres qui se composent et s'opposent⁶. Le but consiste plutôt à identifier les acteurs et les pouvoirs liés à la production de l'espace urbain à travers la dialectique ordre/désordre. On peut alors dire que l'ordre se réfère soit à l'arrangement (organisation, ordonnancement, succession, enchaînement, hiérarchie, etc.), soit au commandement (subordination, autorité, loi, pouvoir, etc.). À l'ordre comme arrangement peut correspondre l'ordre spatial, la géométrie, la régularité, la répétition, l'alignement, etc., tandis qu'à l'ordre comme commandement correspond l'ordre moral, politique, social, économique, religieux, etc. Il peut aussi, et ce n'est pas contradictoire, se référer à une volonté organi-

1 Balandier G., 1988.

2 Chevallier J. (dir.), 1997.

3 Dollfus O., 1991.

4 Akoun A., Ansoit P., 1999.

5 Brunet R. *et alii*, 1998.

6 Voir le dossier: « le chaos et la géographie » de *L'Espace géographique*, n° 4, 1991.

satrice supranaturelle, Dieu, le destin – idéalisme; ou inscrite en forme de déterminisme dans la matière – matérialisme ⁷.

Pour essayer d'apprécier la pertinence des notions d'ordre et de désordre, un espace-laboratoire a été retenu. Il s'agit d'un espace urbain construit sur des terres vierges de toute urbanisation et qui se situe à quelques kilomètres de San Salvador de Jujuy dans le Nord-Ouest argentin ⁸. En 1987, cet espace a été exproprié pour y développer un vaste plan de logements populaires, mais aussi des entreprises de production, des activités de commerce, administratives, etc. Aujourd'hui, toutes les sources convergent pour estimer à 60000 le nombre de personnes qui y vivent. C'est donc une véritable ville parallèle dénommée Alto Comedero où les activités économiques et les services sociaux font défaut. Elle ne forme toutefois pas une municipalité et reste dépendante de San Salvador de Jujuy.

1 Un ordre urbain péroniste pour supprimer le désordre socio-spatial

En 1987, le Gouverneur péroniste de la province de Jujuy souhaite exproprier 600 ha au lieu dit Alto Comedero, à cinq kilomètres de San Salvador de Jujuy dans le but de construire des logements. Il souhaite mettre fin aux invasions dites illégales de terres privées entourant la ville, supprimer les quartiers d'habitat précaires qui s'y trouvent et le désordre social que cela représente. Un ordre idéologique, le justicialisme, sous-tend son projet populiste: il s'agit de donner un toit pour tous et de rétablir de cette façon la dignité de chacun. Son parti, le Parti justicialiste, est une formation péroniste, de tradition anti-libérale en matière économique. Ses principaux appuis électoraux se trouvent dans les classes populaires et il a longtemps bénéficié de l'adhésion active des syndicats ⁹. Le thème de l'ordre et du désordre fait partie de l'histoire politique de l'Argentine notamment par l'interprétation de l'œuvre de D. Sarmiento (1845), premier Président de la République civil, qui oppose la « barbarie » des gauchos à la « civilisation » des centres urbains en Argentine ¹⁰.

Les terrains à exproprier à Alto Comedero servent à l'élevage extensif. Ils appartiennent à la famille Barcena qui partageait au début du siècle avec la famille Tramontini l'ensemble des terrains bordant la ville. D'origine espagnole, la famille Barcena arrive au XVIII^e siècle dans le Nord-Ouest argentin et représente l'ordre colonial, et notamment la domination sociale par la possession de la terre. Cette famille s'enrichit grâce au commerce et investit par l'achat massif de terres qui ne sont pas l'expression d'un capital économique mais plutôt d'un certain prestige social. En effet, la pression démographique est faible, les activités agricoles ne sont pas intensives et la

7 Hérin R., 1998.

8 Fournier J.-M., 2001.

9 Torre J. C., 1996.

10 Svampa M., 1992.

valeur des terres reste limitée. À l'époque, la détention de la terre ne correspond donc pas à du pouvoir sur des personnes¹¹. D'une génération à l'autre, les stratégies matrimoniales permettent de maintenir ou d'agrandir les grandes propriétés. Les testaments sont d'une grande complexité : chaque héritier dispose de petites parcelles très éparpillées ce qui rend très difficile la vente de grandes étendues de terres. La croissance urbaine des dernières décennies donne enfin une valeur à la terre. Aujourd'hui, par la revente de lots urbains, certains héritiers peuvent construire de véritables fortunes.

1.1 L'ordre juridique détourné par l'autoritarisme politique

Le 17 septembre 1986, le Gouverneur signe un simple décret du ministère provincial des Travaux publics expropriant les terres de Alto Comedero. C'est un acte autoritaire contraire à l'ordre juridique : les expropriations, surtout de cette ampleur, doivent normalement faire l'objet d'une loi soumise au vote de l'Assemblée législative de la province. Mais le Gouverneur cherche à gagner du temps puisque son mandat s'achève fin 1987. Ses discours sont explicites sur son ambition, son rêve de créer une ville, une « autre Jujuy » et sur l'ordre totalitaire du projet¹². L'ordonnancement de l'espace géographique, sa mise en ordre, est un moyen d'intervention sociale. Il s'agit clairement de construire un nouvel ordre urbain pour supprimer le désordre tant spatial que social des périphéries urbaines.

En quelques mois, une équipe d'architectes élabore un plan pour Alto Comedero à l'aide de normes d'urbanisme mexicaines. Il s'agit d'une « opération intégrale d'urbanisation »¹³. Tout est calculé, codifié, ordonné : la taille des parcelles, des rues, des places, un zonage par fonctions, les densités, la hauteur des logements, des réseaux de voirie, la hiérarchie des axes de transports, les parcs verts, etc. L'urbanisme du plan en damier s'impose comme partout en Amérique latine. C'est un héritage de la loi des Indes, de l'ordre colonial. On retrouve un centre aux fonctions administratives, religieuses, commerciales et de services (hôpital, écoles, etc.). Sont proposés des « modules basiques de planification » qui se décomposent en « unité élémentaire » pour la classe populaire ; en « unité médiane » pour la classe moyenne et en « unité supérieure » pour la classe dominante. L'ensemble des modules doit pouvoir accueillir 45 000 personnes. Ordre social et ordre spatial coïncident parfaitement par la notion de mixité socio-spatiale. La division sociale de l'espace est ainsi parfaitement planifiée. Un document officiel impulse l'ordre des choses. Le nom des rues est évocateur d'une volonté d'organisation rigide en référence à l'ordre militaire : avenue des forces aériennes, rue du lieutenant Casco, rue du capitaine Tuffo, rue du major Falconier, rue du sous-officier Alveros, rue du soldat

11 Delgado E., 1995.

12 Gobierno de la Provincia de Jujuy, 1987.

13 Gobierno de la Provincia de Jujuy, 1987.

García, rue du bataillon Seguí, etc. De fait, la référence à l'ordre militaire légitime l'autoritarisme politique et son entorse faite à l'ordre juridique.

1.2 La mise en œuvre du projet : les ajustements par l'introduction de désordres

Pour connaître l'importance de la demande, l'équipe d'architectes met en place un dispositif de recensement des habitants nécessitant un logement. Une sélection est organisée afin d'attribuer des terrains gratuits en priorité aux ménages les plus nécessiteux. Environ 16 000 personnes accourent remplir un dossier relativement lourd à remplir et à traiter. Le système n'est que très partiellement informatisé et les paramètres de sélection ne sont pas clairement énoncés, ni même définis. Une première liste est néanmoins publiée pour l'attribution de 3 000 terrains. Mais des irrégularités sont immédiatement dénoncées car beaucoup de postulants ont fait de fausses déclarations. Des familles déjà propriétaires de logements, et donc en principe écartées du programme, se sont vues attribuer un terrain; d'autres familles ont réussi à obtenir deux terrains dans l'espoir d'en revendre un; parfois un même terrain a été concédé plusieurs fois et à des personnes différentes, etc. Malgré des rectificatifs, la confiance est perdue, il est difficile d'écarter les profiteurs. À l'ordre du document de planification correspond le désordre de sa mise en place et de son appropriation sociale.

L'attribution des terrains a cependant lieu car la campagne électorale pour le gouverneur a commencé. Le processus d'urbanisation et l'accès aux terrains urbains est alors directement associé au clientélisme politique. La mixité sociale du projet n'est pas respectée: ne sont attribués que des lots pour des personnes, en théorie, aux revenus limités. Malgré la distribution massive de terrains, le gouverneur n'est pas réélu. Le nouveau gouverneur souhaite alors remettre de l'ordre dans le projet; l'attribution des terrains est réorganisée. Entre 1987 et 2001, neuf gouverneurs ont été au pouvoir dans la province de Jujuy alors qu'un mandat dure normalement quatre années. Ce désordre politique s'explique par l'absence de majorité forte obligeant les gouverneurs à démissionner. Chacun des neuf gouverneurs a projeté à Alto Comedero ses conceptions personnelles de l'ordre urbain. L'ordre politique, instable, a dicté des mesures ponctuelles, réalisées au jour le jour, au gré des financements possibles et des calendriers électoraux.

2 Les trois grands types de logements

Alto Comedero connaît au cours des années 1990 une croissance urbaine liée à trois grands mécanismes: les logements du secteur public construits par l'Institut provincial du logement et de l'urbanisme (IVUJ); les lots ou terrains dits fiscaux qui sont des terrains viabilisés et pour lesquels la construction des logements est à la charge des habitants (auto construction dite légale); les occupations de terres dites illégales le long du cours d'eau *Río Las Martas* (auto construction dite illégale). S'ajoutent à cela des lotisse-

ments privés bâtis sur les pourtours de la zone expropriée par le secteur public (voir figure n° 1).

2.1 L'ordre apparent de l'Institut provincial du logement et de l'urbanisme

Cet organisme est l'héritage de l'ancien Institut national du logement (INVI) et gère le Fond national pour le logement (FONAVI) alimenté par un prélèvement obligatoire sur tout salaire officiellement déclaré. L'attribution d'un logement suppose tout d'abord d'en faire une demande circonstanciée. Un épais dossier est constitué qui comprend nombre de photocopies de documents officiels, d'attestations, etc. La procédure est longue et lourde. En fonction de la situation économique du ménage, du nombre d'enfants et du nombre d'années d'attente, un classement est effectué selon un système de points. Moins de 10 % des demandes est accepté. La sélection ultime est réalisée en fonction des revenus et des capacités à rembourser le prêt. Pour l'année 2000 par exemple, n'ont été retenues que 377 familles ayant des revenus mensuels compris entre 750 et 900 pesos¹⁴. Les ménages ayant des revenus inférieurs à 500 pesos ne sont pas pris en compte, ce qui représente 4 500 familles. Dans la province, le salaire moyen est de 389 pesos par mois pour les ménages disposant d'un salaire et de 720 pesos par mois lorsqu'il y a deux salaires¹⁵.

La liste officielle des familles présélectionnées est rendue publique afin que des personnes ayant déjà un logement, ou qui ont des ressources financières non déclarées, puissent être dénoncées. La procédure prévoit ainsi un mécanisme de suppression du désordre. Cet ordre cache cependant un système parallèle appelé le pourcentage à discrétion. Il s'agit d'un pourcentage de logements de l'Institut destiné à des personnages influents ou leur famille: des fonctionnaires ayant des responsabilités, des élus, des syndicalistes, etc. Ce désordre du système public est parfaitement intégré dans l'ordre spatial ségrégatif: ces logements ne sont pas situés à Alto Comedero mais dans une zone résidentielle relativement prestigieuse.

2.2 L'ordre politique des terrains pour l'auto construction

Le Département des terres fiscales de la Direction des services fonciers de la Province enregistre les dossiers de demande de terrains que tout le monde peut, en théorie, remplir. Communément, l'accès à des terrains est le résultat d'un groupe de familles qui occupe déjà illégalement des terres et qui, en fonction des appuis politiques dont il dispose, de son degré d'organisation, peut monter un dossier administratif. Ce premier dossier, qui identifie chaque famille et chaque habitant en détail, permet d'obtenir un permis d'occupation précaire: c'est un premier pas vers une reconnaissance officielle et publique. Certaines familles ne sont pas en faveur de cette reconnaissance parce que la régularisation implique une redistribution géométriquement ordonnée et égalitaire des lots. Après régularisation, les

14 Soit exactement autant de U.S. dollars à cette date là.

15 Dirección provincial de estadísticas y censos, 1999.



Fig. 1 Alto Comedero

lots sont en effets à nouveau dessinés, mesurés et affectés de numéros correspondant à une nomenclature précise. Puis le Secrétariat des haciendas émet un décret d'adjudication qui indique le quadrillage en lots et groupes de lots ainsi que leur valeur. La Cour des comptes approuve le décret qui est transmis à la Direction des rentes. Le montant du remboursement du

prix du terrain ne peut être supérieur à 10 % du salaire mais il est possible de tout rembourser en un seul versement. Lorsque le crédit est totalement acquitté, le terrain est mentionné sur le registre immobilier; la Direction des rentes émet un certificat final d'absence de dette.

Là encore, cet ordre est court-circuité par le désordre induit par les campagnes électorales pendant lesquelles le don de terrain est courant. L'urbanisation et le don de terrains constituent un véritable capital électoral¹⁶. La remise des titres de propriété se fait en public en présence de la presse locale. Le gouverneur remet en personne le titre de propriété portant sa propre signature à chacune des personnes qui en bénéficie. La personnalisation du don du terrain est forte.

2.3 Le désordre des invasions de terrains illégaux

Le troisième type d'accès au sol urbain suit également la dialectique ordre/désordre. On le trouve essentiellement sur les rivages inondables du *Río Las Martas* dont la propriété relève de l'État national. Les populations qui s'y installent, illégalement, échappent aux espaces relevant de la Municipalité ou de la Province. Ces rivages ont ainsi accueillis de nombreux logements précaires. Face aux inondations récurrentes, la Municipalité a fini par construire une digue pour protéger d'autres terrains urbanisés à proximité. Mais des habitants ont construit des habitations précaires dans la zone située entre le cours d'eau et la digue. Dès la première crue, du jour au lendemain, ils se retrouvent à la rue obligeant les autorités à trouver immédiatement un endroit pour les reloger. Cette pratique exprime l'impossibilité d'accès à la terre et les stratégies ultimes pour obtenir une prise en considération minimale. L'intégration dans une zone urbaine ordonnée et la reconnaissance d'un statut social officiel, c'est-à-dire l'acceptation dans l'ordre social, passe par une étape de marginalité dans un relatif désordre spatial.

3 L'ordre de l'élite maintenu par des désordres spatiaux et financiers

Signe majeur du désordre spatial, le centre de Alto Comedero est occupé par un aéro-club comportant une piste d'atterrissage de 1,5 km de longueur. Il s'agit de la zone la plus plane et la plus propice à l'urbanisation. De hauts grillages l'entourent. Des pancartes indiquent qu'il s'agit d'une propriété privée dont l'entrée est strictement interdite. Cela empêche toute organisation rationnelle des transports et plus généralement de Alto Comedero. Cependant, à deux endroits, le grillage a été coupé, et il est possible de franchir à pieds cette zone interdite sans avoir à contourner l'obstacle. L'aéro-club est en effet aujourd'hui presque désaffecté et la piste n'est utilisée qu'à quelques reprises par an.

16 Jerez O., 1999.

3.1 *Un aéroport au centre d'une ville?*

Cette situation s'explique par le lobby des membres de l'aéro-club. Fin 1986, lorsque apparaît le projet de construire des logements, on prévoit d'exproprier toute la zone et de reconstruire l'aéro-club plus loin. Les dirigeants de l'aéro-club réagissent vivement. Ils recherchent de vieux documents sortis des archives telle une loi de 1907 expropriant les terrains et réservant le lieu aux activités de ce qui devient, à l'époque, l'aéroport provincial. Parallèlement, ils obtiennent des appuis nationaux pour valider l'argument de garder une piste d'aviation de secours. Le club propose aussi d'étendre ses activités à divers sports afin d'obtenir une caution sociale à son maintien. Enfin les bâtiments, pourtant décatés et sans architecture remarquable, sont présentés comme un patrimoine de la ville, un lieu hautement prestigieux¹⁷. L'histoire de l'aéroport est publiée dans la presse; on mentionne le nom de tous les personnages importants qui y ont transité. L'élite régionale avait l'occasion de s'y retrouver autour du bar et du restaurant ou des infrastructures sportives: piscine, terrains de base-ball, de tennis, etc. Puis, dans les années 1970, un nouvel aéroport de plus grande ampleur a été construit. Mais un petit groupe de personnes a maintenu le lieu pour en faire un aéro-club. Le projet d'exproprier l'aéro-club est donc une atteinte à l'ordre social de domination de l'élite régionale. Non seulement les terrains ne sont pas expropriés, mais en 1995 les membres de l'aéro-club arrivent à faire voter une loi provinciale supplémentaire interdisant à nouveau l'urbanisation de ces terrains. Cette réaction est aussi une stratégie de spéculation foncière et un renforcement des pouvoirs de l'élite: la pression pour urbaniser ces terrains situés au cœur d'une zone de urbaine de 60000 habitants, déjà forte, va forcément augmenter avec le temps.

3.2 *Les privilèges financiers de la propriété terrienne*

Parallèlement à ces tractations, la famille Barcena intente un procès contre la Province. Elle conteste le montant de l'indemnisation de ses terres expropriées en 1986 évaluées à l'époque en tant que terres agricoles. La famille Barcena gagne son procès et obtient un dédommagement non pas au prix de l'hectare agricole mais à celui du mètre carré urbain. La somme en jeu est colossale et permet un enrichissement spectaculaire et rapide des membres de toute la famille. De ce fait, le coût de l'urbanisation, jusqu'alors estimé bas, devient relativement élevé. Cependant, les conditions du procès ne sont pas très claires, l'avocat de la famille étant très proche d'un ancien gouverneur de la province. L'un des arguments évoqués est la non-conformité juridique du décret d'expropriation signé à la hâte par le Gouverneur de l'époque. L'objectif de celui-ci, remettre de l'ordre rapidement et favoriser les groupes populaires, évolue donc plus tard vers un désordre juridique pour le profit d'une seule famille.

17 Montalvetti M., 1999.

Le procès Barcena tout comme le maintien de l'aéro-club représentent l'ordre d'une élite qui garde ses privilèges. Le pouvoir sur la terre reste lié au pouvoir de quelques individus, même dans le cas d'une expropriation pour utilité publique. Le privilège de quelques dizaines de personnes prime sur l'aménagement urbain majeur de 60 000 autres personnes. Cet ordre social assure la reproduction sociale au prix de désordres spatiaux majeurs. Les habitants de Alto Comedero en subissent les conséquences: les surcoûts *a posteriori* de l'expropriation ne permettent plus de subvenir aux services sociaux de base (dispensaires, hôpital, écoles, etc.). Il en découle de nombreux déplacements jusqu'à San Salvador de Jujuy dont les trajets sont rallongés à cause de l'obstacle que représente l'aéro-club. Si deux compagnies de bus privées ont obtenu des concessions municipales pour la desserte ordonnée de l'ensemble des quartiers, dans la pratique, les circuits de ramassage ne sont pas respectés à cause de la présence de zones boueuses pendant les périodes de fortes pluies.

4 Ordre et désordre, sacré et profane

Le marquage de l'espace par le religieux est exprimé de diverses façons à Alto Comedero. Il reflète l'influence des diverses églises et les stratégies pour l'obtention de terrains plus ou moins bien situés.

4.1 Une église catholique encore discrète

L'Église catholique n'a pas de lieu de culte en dur à Alto Comedero. Un espace lui est réservé sur les plans dans la zone centrale mais aucun édifice n'a été construit. L'ordre urbain associé à l'Église catholique, qui est une caractéristique traditionnelle des villes d'Amérique latine, n'est donc pas fondamentalement remis en cause. Un crucifix est exposé bien en évidence à l'intérieur de l'antenne municipale construite en 1998 et qui offre les services administratifs de base. L'architecture non conventionnelle du bâtiment retient l'attention: c'est un cube gris, dont chaque fenêtre est coiffée d'une grille jaune horizontale suspendue par des câbles fixés au toit plat. Si l'architecture affiche une certaine modernité, le symbole du crucifix indique l'ancrage officiel de l'Église catholique. Les pratiques le rappellent constamment: les lotissements de l'Institut du logement sont par exemple bénis par un prêtre au cours d'une inauguration officielle; les moments forts de la vie religieuse sont célébrés, la messe de Noël est par exemple donnée en plein air, en deux endroits différents.

4.2 Les stratégies des églises évangéliste et pentecôtiste

Il faut aussi signaler la présence d'un temple de l'Église évangéliste. Début 1992, cette Église débute des démarches pour obtenir l'adjudication d'un terrain. Elle obtient un permis d'occupation provisoire et commence à bâtir un édifice. En cours de chantier, la Direction générale des biens immobiliers de la Province lui demande de cesser la construction et de rendre le

terrain sans être en mesure de lui proposer un autre terrain en échange. Fin 1993, l'Église trouve sur sa propre initiative un nouveau terrain appartenant à la Province et pouvant être cédé. Quelques semaines plus tard, une place est aménagée à cet endroit, bien qu'aucun plan ne l'ait indiqué auparavant et en dépit de la proximité d'une autre place. À la suite de plusieurs autres déconvenues et de nombreuses démarches de la part de l'Église évangéliste, un accord est enfin trouvé. En 1994, un décret municipal lui cède finalement un terrain moyennant finances. Mais un projet de loi doit alors être élaboré pour modifier le type d'usage du sol et y affecter la fonction religieuse. En 1995, la loi est votée. En 1996, au terme de quatre années de négociations, l'Église dispose d'un lieu de culte relativement isolé dans un quartier périphérique.

L'Église pentecôtiste, elle, a obtenu une meilleure localisation. Elle dispose d'un édifice majestueux en brique rouge et dôme blanc entouré d'un gazon soigneusement entretenu et de grilles. Cette Église a pu être construite à la suite de négociations longues de plusieurs années et de mécanismes peu clairs. Un terrain appartenant à l'aéro-club, et ne pouvant juridiquement être urbanisé, a pu en fin de compte lui être cédé.

4.3 Le culte de la vierge bolivienne de Copacabana

Le marquage de l'espace religieux apparaît aussi par deux statues de la vierge de Copacabana, localité bolivienne. Ces statues qui portent le drapeau bolivien sont abritées dans de petites cabanes en briques rouges couvertes d'un toit et ouvertes sur un côté. Il est possible de se recueillir et de déposer des bougies devant. Ces monuments très discrets, signe de l'appropriation des lieux par des migrants boliviens sont au cœur de deux grandes foires plus ou moins formelles qui rythment la vie commerciale de Alto Comedero. Ces statues expriment bien la transformation progressive d'un espace profane, qui peut être considéré comme le chaos primitif, vers un espace sacré, vers un ordre religieux.

Au total, plusieurs ordres peuvent être identifiés pour le religieux. L'ordre officiel, de droit, de l'Église catholique qui a ses terrains implicitement réservés au centre de Alto Comedero, à proximité des fonctions de pouvoir. Signes de désordres, des montages juridiques obscurs, et peut-être la corruption, ont permis à l'Église pentecôtiste de s'implanter à un endroit assez stratégique tandis que l'ordre administratif a assigné l'Église évangéliste en périphérie. Les Boliviens, eux, ne manifestent leurs ordres religieux que par le biais de quelques statues isolées, lieux de cultes de moindre importance, à l'image de leurs pouvoirs très limités. L'espace est donc sacralisé ponctuellement, la hiérarchie des Églises est respectée.

5 Personnalisation des logements et désordre architectural

Quelques années après la construction d'un lotissement de l'Institut du logement, en fonction des revenus et des projets des familles, apparaît une

intense diversification architecturale en hauteur ou par extension horizontale lorsque le terrain le permet. La décoration des façades varie avec l'utilisation de couleurs, de matériaux et de formes déclinées à l'infini : grillages, grilles, murs, murets, faïences décoratives, arbres, etc. permettent la personnalisation des logements. Si des décrochements sont créés, la largeur des rues est telle que le contrôle social est maintenu. Un certain désordre architectural émerge. Par exemple, une maison agrandie de plusieurs pièces et à la décoration bourgeoise (grilles majestueuses en fer forgé noir et doré, portes en bois sculptées richement décorées, terrasses en briques rouges lustrées, colonnes, etc.) peut être encadrée par une maison dont la devanture a été plus ou moins transformée en rôtisserie populaire tandis que, de l'autre côté, se trouve une maison qui n'a subi aucune transformation, ni même un minimum d'entretien et dont l'aspect très dégradé affiche pour le moins une certaine désolation, pour ne pas dire un abandon. Non loin de là, on repère la maison d'un ferrailleur aux allures de bazar de plein air encombré d'objets métalliques en tous genres, ou d'un réparateur de télévision dont l'enseigne n'est autre que la carcasse d'un poste déposée sur le toit. Architectures et voisinages incongrus sont entremêlés, signe de la mobilité sociale tantôt ascendante, tantôt descendante des ménages ou tout simplement signe de choix divergents. Grâce à la permissivité architecturale, les habitants récréent de la différence à partir d'une stricte égalité. Alto Comedero, c'est aussi de nombreux graffitis, d'inscriptions portant le nom de candidats politiques, de tas de débris, d'objets usagés et divers entassés pêle-mêle, des chantiers inachevés et à moitié abandonnés, déjà dégradés avant d'être terminés, etc. Un puzzle architectural est dessiné, improvisé, reflet de fantaisies individuelles, de négligences de certains, de l'indifférence totale d'autres, de l'incapacité financière ou de l'incapacité tout court d'autres encore à exercer un minimum d'entretien.

5.1 *Ordre spatial et contrôle social*

Le lotissement typique de l'Institut du logement, qui constitue l'essentiel du nord de Alto Comedero, est formé de quatre ou cinq grandes rues. Pour chaque rue, des deux côtés, sont alignées jusqu'à 40 maisons toutes accolées les unes aux autres. D'un seul coup d'œil, on peut observer les allées et venues d'au moins 80 familles. Aux intersections, et dans les lotissements situés en hauteur, cette possibilité est démultipliée. À certains endroits, la rectitude des rues autorise à observer tout mouvement à plus d'un kilomètre de distance. Ni l'anonymat, ni l'intimité d'un jardin privatif ne sont possibles. L'agencement de l'espace permet un parfait contrôle social, tant de la part des autorités qu'entre les familles. Aucun décrochement ne rompt cette organisation. Le plan initial de milliers de maisons est strictement identique. L'espace est travaillé pour le contrôle : l'espace disciplinaire divise en autant de parcelles qu'il y a de corps ou d'éléments à répartir. Il faut « annuler les effets des répartitions indévisées, leur circulation diffuse, leur coagulation inutilisable et dangereuse »¹⁸. Alto Comedero est de la sorte le miroir d'une

société de surveillance, de fichage social et spatial. En dépit des 60000 habitants estimés, il ne s'agit pas vraiment d'une ville au sens de lieu d'échanges intenses et d'interactions sociales.

Au sud de Alto Comedero, dans les zones des logements auto construits et des terrains occupés sans permis officiels, les contrastes sont tout aussi importants, même si certains matériaux utilisés, tels que le bois, le carton, la tôle, etc. sont moins durables. Beaucoup de lots ne sont pas encore bâtis, un grand nombre de logements n'en est qu'au stade des fondations; aucune route n'est goudronnée ce qui accentue la dimension inachevée de l'urbanisation. Alto Comedero alterne de la sorte des vides et des pleins: des espaces libres, de vastes étendues désertes et des lotissements très denses. Néanmoins, sur des lots dont la propriété est acquise ou presque acquise par la détention d'un titre de propriété provisoire, quelques logements auto construits, en dur, ont belle allure. Et même pour certains secteurs des logements bâtis sans aucune autorisation administrative, il existe parfois un très grand soin dans l'apparence et l'entretien des logements et des espaces les environnants.

Si le mode d'appropriation de ces terrains, l'urbanisme et les conditions juridiques sont contraires à l'ordre urbain officiel, il y règne un autre ordre, populaire, qui dénote une ferme volonté d'édifier un foyer durable. Les nombreux fours en terre cuite extérieurs au logement indiquent de surcroît la reproduction d'un ordre rural de l'habitat tandis qu'un ordre communautaire assure une certaine solidarité¹⁹. En effet, de nombreuses structures d'organisation communautaires ont été créées à Alto Comedero. Les centres de voisinages, les cantines pour enfants, les foyers collectifs où il est possible de faire la toilette, la cuisine, la lessive, etc. sont nombreux.

5.2 Ordres punitifs et permissifs du sud

Dans le schéma ségrégatif global de San Salvador de Jujuy, le sud est l'expression de l'espace du pire, l'espace de l'autre, de l'étranger bolivien. Il n'existe aucune donnée chiffrée précise et fiable concernant le nombre de Boliviens. Mais un rapide calcul mené au Service des biens fonciers et au Bureau de l'immigration de la Province permet d'affirmer qu'ils sont minoritaires²⁰, contrairement à l'idée communément répandue dans l'opinion publique. À l'extrême sud-est sont situées les lagunes d'oxydation pour le retraitement des eaux usées. Elles dégagent des odeurs répulsives. À l'ouest sont juxtaposés la prison provinciale, forme spatiale et conventionnelle de l'ordre répressif pénitentiaire et un cimetière privé qui pallie un défaut de la fonction publique. S'y localisent également une discothèque, lieu de l'ordre festif, entourée de deux hôtels de location de chambres à l'heure signalés par des enseignes lumineuses très tapageuses et explicites. Mais en même temps, il s'agit de lieux très cachés car dissimulés dans la

18 Foucault M., 1975.

19 Karasik G., 1992.

20 Eleit A., Berruezo A., (coord.), 1999; Karasik G., Benencia R., 2000.

végétation et situés au bout d'une longue allée bordée de hauts arbres. Lieux visibles et invisibles, ces hôtels peuvent aussi être considérés comme le lieu du libertinage, de l'ordre érotique, pour ne pas dire de ce que certains groupes interprèteraient comme un certain désordre moral.

Le sud rassemble aussi les populations socialement les plus démunies qui y logent dans des conditions précaires, en essayant d'intégrer la ville et, par là même, de devenir citoyens. Les personnes ayant perturbé l'ordre social et emprisonnées, exclues par la société vivent à proximité. La discipline a isolé ces personnes par un lieu à l'origine périphérique et clos, fermé sur lui-même. Le contrôle de l'espace pénitentiaire par l'enfermement strict et le cloisonnement intérieur est une technologie de l'espace²¹. Il n'est alors pas complètement incohérent de faire le parallèle entre la prison provinciale, forme caricaturale de l'espace de l'isolement et de la surveillance et Alto Comedero qui en serait une forme édulcorée. La nuit, les populations du nord de l'agglomération et socialement favorisées viennent dans le sud pour des pratiques festives. Si les discothèques et les établissements de rencontre sont aussi des lieux d'enfermement, ils ne procèdent pas de l'ordre punitif mais plutôt de l'ordre permissif. Ainsi des groupes sociaux contrastés se croisent dans des espaces très voisins. Mais l'ordre social les empêche de se rencontrer. À la proximité spatiale des fonctions correspond une grande distance sociale. Ordre social et ordre spatial se conjuguent ici dans le cloisonnement, la mise à l'écart, imposée ou délibérée.

6 Les foires ou la construction d'un autre ordre économique

À Alto Comedero, les activités économiques sont limitées et exclusivement commerciales. Pour la zone Nord, construite par l'Institut du logement, des habitations ont été transformées en commerces: épicerie, boucheries, papeterie, etc. Beaucoup d'habitants signalent par une simple affiche collée contre une fenêtre de leur maison qu'ils vendent tel ou tel produit, telle ou telle boisson qu'ils ont acheté en gros. Sont également disponibles les services de base: coiffeur, dentiste, plombiers, etc. Quelques bars, concentrés dans une même zone sont à signaler. Ce sont, avec les terrains de football, les rares lieux publics de sociabilité.

6.1 L'ordre du shopping center

Depuis mars 2000, le premier supermarché, de la marque Comodin, a été implanté sur les terrains de l'aéro-club. Entouré d'un parking grillagé, il comprend une petite galerie marchande avec un fast-food, un distributeur bancaire automatique et un magasin de vente de tissus. Sa localisation est très stratégique au cœur de la zone où vivent les ménages les plus aisés de Alto Comedero. Ce supermarché inaugure l'introduction de l'économie formelle plus de dix ans après la construction des premiers logements. Il

21 Foucault M., 1975, *op. cit.*

représente, de par sa situation, l'ordre de la centralité commerciale alors que sa construction n'a été possible que par un bricolage juridico-administratif, c'est-à-dire une phase de désordre. Cet embryon de *shopping center* privé révèle sans doute aussi l'influence d'un modèle nord-américain de gestion et de gouvernance urbaine repéré à Buenos Aires²². L'implantation du centre commercial, aussi modeste soit-il, témoigne bien de la conformité de l'évolution urbaine par rapport au modèle national et international.

6.2 Les foires de l'économie dite informelle

Les activités de commerce les plus importantes sont dominées par trois foires dont deux d'entre elles rassemblent plusieurs fois par semaine près de 200 exposants. Les produits sont très divers : fruits, légumes, plats cuisinés, articles ménagers, vêtements d'occasion, ustensiles divers, petits appareils électriques, mais aussi des portes, fenêtres, etc. Des réseaux commerciaux permettent l'importation illégale de produits boliviens, notamment de la viande, et nord-américains comme par exemple des vêtements d'occasion²³. Des produits de qualité sont également vendus, en particulier des chaussures de sport de grandes marques pour une clientèle plus aisée qui fait le déplacement depuis le nord de l'agglomération. On ne trouve cependant pas d'appareils électriques ou électroniques coûteux. La vente de copies de cassettes audio et de disques compacts indique la dimension illégale des ventes mais aussi la maîtrise d'un minimum de technologies. Produits de contrebande et produits de contrefaçon sont ainsi juxtaposés. Se côtoient des petits vendeurs achetant à l'occasion des produits en Bolivie qu'ils revendent plus chers et des grossistes écoulant des surplus qui ne peuvent être vendus rapidement sur le marché officiel.

La foire la plus importante en taille, située à l'extrême sud sur des terres privées en bordure de la zone publique expropriée, est gérée par une coopérative. Les exposants paient une cotisation pour la location de leur emplacement, les frais d'électricité, d'entretien du bloc sanitaire et des agents de sécurité. Mais ils ne paient ni les impositions sur le droit de vente, ni la taxe sur la valeur ajoutée. Le troc est parfois pratiqué. Les agents de sécurité sont des employés de la police municipale travaillant en dehors de leur service et dans un cadre privé : légalité et illégalité sont étroitement imbriqués. Les deux autres foires sont gérées de manière privée et sont plus modestes mais leur fonctionnement est identique. Les produits que l'on peut acheter sur ces foires sont beaucoup moins chers que des produits identiques vendus à San Salvador de Jujuy. Pour certaines personnes, les foires permettent l'achat de biens qui seraient autrement impossibles, étant donné le coût de la vie élevé en l'Argentine et les bas niveaux de certains salaires. Ces foires sont donc la traduction dans l'espace géographique d'un autre ordre économique. Il s'agit de fait d'une sorte de

22 Capron G., 1999.

23 Garcès C., Sotero R., 1999.

zone franche qui autorise une certaine régulation entre l'économie argentine et l'économie bolivienne.

7 La reproduction de l'ordre ségrégatif de San Salvador de Jujuy

L'ordre de la division sociale de San Salvador de Jujuy combine plusieurs tendances. La première est une ségrégation de type centre périphérie, le niveau socio-économique des habitants s'abaissant au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre. Autour de la place centrale, le palais du gouverneur et l'église sont les bâtiments les plus importants et les plus prestigieux. Dans la première auréole se trouvent la Législature, les tribunaux, l'université nationale, diverses administrations relevant des pouvoirs municipaux, provinciaux et nationaux. Les logements du centre accueillent schématiquement des habitants de la classe moyenne et de l'élite, notamment vers l'ouest. Cette première auréole est physiquement limitée par deux grands cours d'eau qui traversent la ville (le *Río Grande* et le *Río Xbi-Xbi*) et qui s'y rejoignent en formant une presqu'île. Ces cours d'eau, de 500 et 800 mètres dans leur plus grande largeur, sont aussi d'importantes barrières sociales.

La deuxième tendance est une division sociale nord-sud. Au nord, au-delà du *Río Grande*, habitent des populations majoritairement aisées, soit très ségréguées avec la construction en cours du premier quartier privé clôturé de murs, soit mélangées avec des populations diverses. A l'opposé, au sud du *Río Xbi-Xbi*, le standing social décroît. Il s'agit également d'une barrière ethnique, les populations d'origine indienne, même très lointaine, étant schématiquement au sud de ce cours d'eau²⁴. Tout au sud, à cinq kilomètres en dehors de la ville se trouve Alto Comedero, lieu géographiquement et socialement périphérique. Enfin, la troisième tendance est une division convexe et concave: les populations socialement défavorisées sont installées dans des logements précaires sur les pourtours des lits des fleuves, aux limites des zones inondables, en contrebas du centre-ville, tandis que des pavillons bourgeois occupent les hauteurs à l'ouest et les flancs de collines au nord. La combinaison de ces trois tendances définit l'ordre socio-spatial de San Salvador de Jujuy²⁵. Dans cet ordre ségrégatif, chacun est assigné à sa place. Curieusement, on retrouve le même schéma global de division à l'intérieur même de Alto Comedero qui forme dans une certaine mesure un dédoublement, un miroir de l'ordre socio-spatial de San Salvador de Jujuy. Par ailleurs, depuis quelques années, l'isolement géographique de Alto Comedero a donné l'occasion, pour les contestataires, de mettre en place des barrages routiers. Ces nouvelles formes de protestations sociales, spontanées ou semi-organisées, échappent

24 Garcia Moritan M., 1990; Stumpol G., 1992.

25 Garcia Moritan M., 1997.

aux acteurs traditionnels tels que les syndicats et apparaissent comme le signe de l'affaiblissement du péronisme populaire ²⁶. Plus fondamentalement, elles signifient la peur de l'abandon de la part de l'État argentin qui ne soutient plus guère les régions périphériques alors que les niveaux de pauvreté y augmentent singulièrement. Alto Comedero est ainsi une zone périphérique d'une province périphérique d'un pays périphérique : c'est un espace à l'écart des grands circuits économiques de la «mondialisation». D'une certaine manière, Alto Comedero illustre la fragmentation des territoires liée à l'accentuation des inégalités sociales en Amérique latine ²⁷.

Conclusion

La compréhension des villes argentines à travers les notions d'ordre et de désordre présente des intérêts et des limites. Les limites peuvent être regroupées autour de trois points. Tout d'abord, on peut trouver de l'ordre et du désordre dans tout espace géographique et pour tout fait social. L'usage de ces deux notions n'est donc pas systématiquement pertinent et peut se résumer à une méthode dialectique simple. Ensuite, il existe une certaine ambiguïté pour ces notions car tout dépend le point de vue considéré : ce qui est ordre pour tel groupe social peut être désordre pour ou tel autre groupe social. Enfin, il n'y a pas de corrélation simple entre ordre spatial et ordre social ou entre désordre spatial ou désordre social. En dépit de ces limites, les notions d'ordre et de désordre offrent divers avantages. Pour commencer, ces notions relativisent les visions de chaos urbain encore parfois attribuées aux villes des pays en développement. surtout, ces notions mettent en lumière les relations de pouvoirs entre groupes sociaux. En effet, l'ordre se décompose rapidement en ordre de l'élite, en ordre populaire, ordre colonial, ordre militaire, religieux, etc. Il en découle une identification des acteurs et catégories sociales qui permet de mieux comprendre les étapes de la construction des espaces urbains. Alto Comedero, considéré ici comme un exemple parmi d'autres, apparaît aujourd'hui comme la conjonction d'ordres et de désordres sociaux divers qui se succèdent, se relaient, se complètent ou sont en concurrence. Ces ordres et désordres sont directement traduits dans l'espace géographique. Les changements socio-spatiaux et les grandes catégories d'acteurs apparaissent clairement. Là réside l'intérêt principal de l'utilisation de ces notions. Aujourd'hui, les tendances néo-libérales invitent à réaliser un ordre par le mouvement en préconisant les réformes économiques, la mobilité des personnes et des biens. Les expressions de nouvel ordre économique ou de nouvel ordre social essaient de nommer ces changements à des échelles géographiques larges. Localement, à Alto Comedero, on observe que l'ordre économique organise davantage l'espace. La notion d'ordre recèle

26 Svampa M., 1999.

27 Prévot Schapira M.-F., 2001.

alors un dernier avantage: elle révèle l'étonnante stabilité de l'ordre social dans le sens qui désigne les grandes catégories sociales. Alto Comedero est en fait avant tout un lieu de relégation pour les classes populaires où quelques personnalités locales et régionales gardent l'initiative et le contrôle des espaces. Si l'ordre économique est modifié, l'ordre de quelques familles, qui tirent parti de l'héritage colonial, prévaut encore sur l'ordre de la planification publique.

CRESO UMR 6590 ESO
MRSB Université de Caen
14 032 Caen cedex
jmfournier@mrsh.unicaen.fr

Bibliographie

- Akoun A., Ansot P., 1999, *Dictionnaire de sociologie*, Le Robert/Seuil, voir p. 142 et p. 376.
- Balandier G., 1988, *Le désordre, éloge du changement*, Paris, Fayard, 352 p.
- Brunet R. et alii, 1998, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus-La Documentation Française, 3e édition, page 359.
- Capron G., 1999, Limites et défis de la gouvernance urbaine en Amérique latine: une analyse à partir de la théorie du régime urbain et de l'opération commerciale d'Alto Palermo à Buenos Aires, *Revue de Géographie de Lyon*, vol. 74, p. 325-334.
- Chevallier J. (dir.), 1997, *Désordre(s)*, Paris, Presses universitaires de France, 440 p.
- Delgado F., 1995, *Propiedad rural, hombres y poder, las tierras y sus dueños en el sur de los valles templados de Jujuy entre 1700 y 1850*, Tesis de Maestría en Historia latinoamericana «Tierras, hombres y Dioses», Sevilla, Universidad Internacional de Andalucía, 109 p.
- Dirección provincial de estadísticas y censos, 1999, *Situación ocupacional 1997-1999, Encuesta permanente de hogares*, Jujuy, DIPEC, Gobierno de la Provincia de Jujuy, Ministerio de Economía, 22 p.
- Dollfus O., 1991, Chaos bornés et monde actuel, *L'Espace géographique*, n° 4, p. 302-308
- Eleit A., Berruezo A., (coord.), 1999, *Inmigración ilegal en Jujuy*, Universidad Nacional de Jujuy, Facultad de Ciencias Económicas, 128 p.
- Foucault M., 1975, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Gallimard, page 168.
- Fournier J.-M., 2001, *Ordres et désordres à Alto Comedero, San Salvador de Jujuy (Argentine)*, Creso, Université de Caen, 88 p.
- Garcès C., Sotero R., 1999, Articulación de economías microregionales en mercados informales: la feria de Alto Comedero, Provincia de Jujuy, in: *Revista de la asociación de docentes de ciencias sociales y humanísticas*, Universidad Nacional de Río Cuarto, 5° Encuentro de cátedras 4 y 5 de junio de 1998, Tomo II.
- García Moritan M., 1990, Logica de la localización de los pobres urbanos en Jujuy, *Cuadernos n° 2*, Facultad de Humanidades y Ciencias Sociales, Universidad Nacional de Jujuy, p. 9-11;
- García Moritan M., 1997, *Campo verde, un proyecto urbano basado en la auto-organización, un sueño hecho realidad*, Universidad Nacional de Jujuy, Centro de Investigaciones sobre Cultura y Naturaleza Andinas, Facultad de Humanidades y Ciencias Sociales, 123 p.

- Gobierno de la Provincia de Jujuy, 1987, *Expansión urbana de San Salvador de Jujuy: Alto Comedero*, 22 p.
- Gobierno de la Provincia de Jujuy, 1987, *Programa de expansión urbana de San Salvador de Jujuy, Proyecto Alto Comedero*, Plan Municipal de emergencia, 16 p.
- Hérin R., 1998, Propos de train sur l'ordre et le désordre, *Cahiers Nantais*, Presses universitaires de Nantes, p. 15-22.
- Jerez O., 1999, *De evacuados a asentados, una etnografía de la periferia urbana*, San Salvador de Jujuy, Universidad Nacional de Jujuy, 113 p.
- Karasik G., 1992, Migrantes campesinos y diferenciación social en Jujuy, *Cuadernos n° 4*, Facultad de Humanidades y Ciencias Sociales, Universidad Nacional de Jujuy, p. 137-144.
- Karasik G., Benencia R., 2000, Apuntes sobre la migración fronteriza, trabajadores bolivianos en Jujuy, *Estudios migratorios latinoamericanos n° 40-41*, p. 34-41.
- Montalvetti M., 1999, *Una larga historia, Jujuy, su gente*, Universidad Nacional de Jujuy, Editorial Hanne, 364 p.
- Prévot Schapira M.-F., 2001, Villes et territoires en Amérique latine: changement de perspective?, in: Prévot Schapira M.-F. et H. Rivière d'Arc (dir.), *Les territoires de l'Etat-Nation en Amérique latine*, IHEAL, p. 21-34.
- Stumpol G., 1992, Un modelo de crecimiento para pocos, El proceso de desarrollo de Jujuy entre 1960 y 1985, in: *Sociedades y articulación en las tierras altas jujeñas, crisis terminal de un modelo de desarrollo*, ISLA A. (coord.), MLAL, Ed. Gráficas Mundo Color, p. 41-114.
- Svampa M., 1999, Que reste-t-il de la culture péroniste dans l'Argentine de la fin des années 1990?, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 35, La documentation Française, p. 25-40.
- Svampa M., 1992, *Penser le facundo, «civilisation et barbarie» dans la culture et la vie politique argentine*, Thèse de doctorat, EHESS, 573 p.
- Torre J. C., 1996, Argentine: le péronisme, solution et problème de la crise, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 20, La documentation Française, p. 41-46.